

Compte rendu
Réunion annuelle
du Conseil international de contrôle du lac Osoyoos

The Old Depot
Oroville (Washington)
24 septembre 2002, 14 h

Participants

	Canada	États-Unis
Présidents	Kirk Johnstone	Cynthia Barton, Ph.D. (animatrice)
Membres	Brian Symonds Glen Davidson pour Jim Mattison	Col. Ralph Graves Kris Kauffman
Secrétaires	Daniel Millar	Robert Kimbrough
Invités	Dennis Schornack (commissaire de la CMI), Robert Gourd (commissaire de la CMI), Gerry Galloway (secrétaire, Section américaine de la CMI), Murray Clamen (secrétaire, Section canadienne de la CMI), Tom McAuley (Section canadienne de la CMI), Lisa Bourget (Section américaine de la CMI), Larry Merkle (USACE), Marian Valentine (USACE), Ray Newkirk (WA Ecology), Robin McNeil, Michelle Boshard (Okanagan Similkameen Boundary Fisheries Partnership), Howie Wright (Commission des pêches de la nation Okanagan), Dave Moore (ONFC), Deana Machin (ONFC), Jillian Tamblyn (Groupe de travail technique sur le bassin de l'Okanagan, Canada), Joe Peone (Tribus confédérées de la réserve de Colville), Kim Hyatt (Pêches et Océans Canada)	

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue et présentations—M^{me} Cynthia Barton

M^{me} Barton ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à Oroville à tous les participants; elle remercie toutes les personnes qui ont coordonné la visite du bassin de la Similkameen en matinée.

Les membres et les invités se présentent.

M. Schornack, commissaire de la CMI, annonce la nomination récente de deux nouveaux membres américains, M^{me} Irene Brooks et M. Allen Olson.



Les membres du Conseil et leurs invités se sont rendus au barrage Enloe érigé sur le cours inférieur de la rivière Similkameen. Le barrage, dont la construction remonte à 1920, ne produit cependant pas d'électricité depuis les années 1950. Une entreprise locale de service public examine la possibilité de reprendre la production d'électricité.

2. Revue de l'ordre du jour—M^{me} Cynthia Barton

La remise d'une plaque est devancée au point 3.0.

3. Remise d'une plaque—M. Gourd, commissaire

Au nom de la CMI, M. Gourd, commissaire, remet une plaque à M. Robin McNeil en reconnaissance de son travail assidu au sein du Conseil international de contrôle du lac Osoyoos (CICLO) et de la CMI entre avril 1997 et mars 2002. M. McNeil remercie la Commission et souhaite que la collaboration entre les deux pays se poursuive.



M. Robin McNeil, photographié ici en compagnie des commissaires Robert Gourd (à gauche) et Dennis Schornack (à droite) de la CMI, a reçu une plaque en reconnaissance de son travail assidu au sein du Conseil international de contrôle du lac Osoyoos.

4. Affaires découlant de la réunion précédente

4.1 Capacité hydraulique de la décharge du lac Osoyoos—M. Robert Kimbrough

Le 24 septembre 1996, le ministère de l'Écologie de l'État de Washington (WA Ecology) demande au Conseil d'utiliser des relevés hydrologiques pour déterminer la capacité hydraulique de la décharge du lac Osoyoos. Le Conseil agrée cette demande le 26 septembre 1998. Dans une lettre datée du 7 octobre 1999 et transmise au ministère, le Conseil énumère les nouvelles méthodes en vigueur pour déterminer la capacité hydraulique. Dans une lettre datée du 20 septembre 2001, le ministère avise le Conseil qu'il utilisera ces méthodes. Le 13 novembre 2001, le Conseil fait parvenir à la Commission une lettre dans laquelle il fait part de la réponse du ministère. Cette dernière lettre à la Commission satisfait à la mesure de suivi demandée au point 3.2 de l'ordre du jour de la réunion annuelle du Conseil international de contrôle du lac Osoyoos, qui s'est tenue le 3 octobre 2001.

Le Conseil examine l'exigence relative au géocodage des repères qui marquent l'emplacement des sections transversales de la décharge. Les repères sont soit des bornes en laiton fixées dans du béton, soit des points sur le rideau de palplanches du parc d'État. M. Ray Newkirk du ministère de l'Écologie indique que le géocodage sera réalisé d'ici la prochaine réunion annuelle du Conseil et qu'il informera le Conseil de son achèvement.

4.2 Actualisation des ordonnances relatives au lac Osoyoos—Commissaires de la CMI et membres du Conseil

Le Conseil énumère tout d'abord les études et éléments d'un nouveau plan de travail transmis à la Commission dans une lettre datée du 4 septembre 2002. Toutefois, étant donné qu'elle n'a pas eu le temps d'examiner le contenu de la lettre, la Commission juge qu'il serait prématuré d'engager un débat sur la question. Il est convenu que la Commission étudiera la liste des mesures proposées et, plus particulièrement, une recommandation à l'effet qu'elle s'informe si le requérant (l'État de Washington) a l'intention de demander que les ordonnances soient actualisées et ce, par écrit.

Le Conseil discute de l'importance d'évaluer les critères de détermination de la sécheresse au cours du processus d'actualisation. Il examine le cadre dans lequel ont été élaborés les trois critères énoncés dans la condition n° 8 de l'ordonnance d'approbation de 1982 (ces critères figurent à la pièce A). M. Robin McNeil, ancien membre du Conseil, et M. Kris Kauffman, membre actuel du Conseil, ont participé à l'élaboration des critères; ils représentant respectivement la Colombie-Britannique et l'État de Washington. Tous deux affirment que les critères sont adéquats et précisent que le critère concernant la rivière Similkameen (condition n° 8a de l'ordonnance de 1982) a été établi par l'État de Washington et les deux critères relatifs au lac Okanagan (conditions 8b et 8c), par la Colombie-Britannique. Le premier critère (rivière Similkameen) est le principal critère utilisé pour déclarer une sécheresse en raison de sa disponibilité en début d'année.

Un examen du tableau intitulé Conditions de sécheresse de l'ordonnance sur le lac Osoyoos (depuis la mise en exploitation du nouveau barrage Zosel) fourni à la CMI par le Conseil le 9 juillet 2002 et joint au présent compte rendu (pièce B) est résumé ci-dessous :

- A. Depuis 1987, des conditions de sécheresse ont été déclarées pendant sept ans mais ont été annulées à deux reprises, de sorte que la sécheresse a sévi pendant cinq années.
- B. La sécheresse a été annulée en 1987 même si les conditions énoncées dans le critère de la Colombie-Britannique (condition n° 8b) ont été satisfaites.
- C. Les conditions énoncées dans les trois critères ont été enregistrées pendant trois des cinq années de sécheresse (1988, 1992 et 2001).
- D. Seules les conditions énoncées dans le critère concernant l'État de Washington (condition 8a) ont été enregistrées au cours de deux des cinq années de sécheresse (1993 et 1994).

La condition 8a de l'ordonnance stipule qu'il y a sécheresse lorsque le débit de la rivière Similkameen est inférieur à 1 million d'acres-pieds du début d'avril à la fin de juillet. Depuis 1929, une telle situation s'est produite environ 25 pour cent du temps. La Commission géologique des États-Unis (U.S. Geological Survey) estime inférieurs à la normale les plus faibles débits enregistrés environ 25 pour cent du temps dans un cours d'eau.

Le Conseil examine plusieurs autres points touchant l'actualisation des ordonnances, dont l'établissement d'un budget, l'importance des commentaires du public, le financement des études et le rôle du Conseil. On se demande si la portée des ordonnances existantes est adéquate ou s'il faut la revoir dans le cadre du processus d'actualisation. L'un des deux commissaires de la CMI cite un rapport de 1997 dans lequel la CMI propose que les conseils adoptent une approche écosystémique intégrée pour examiner une vaste gamme de questions reliées à l'eau dans un contexte transfrontalier. De l'avis du Conseil, si ce nouveau paradigme est adopté, il faudra certainement élargir la portée des ordonnances.

5. Affaires nouvelles

5.1 Nouvelle politique de la CMI sur la diffusion publique des comptes rendus de réunions—

M. Robert Kimbrough

Le Conseil examine la politique de la CMI sur la diffusion publique des comptes rendus de réunions des conseils, qui a été émise le 8 avril 2002. En particulier, les secrétaires des conseils doivent transmettre

par courriel à la Commission les comptes rendus de réunions et ce, dans les 45 jours civils suivant la tenue desdites réunions. À moins d'avis contraire, les conseils doivent les afficher sur leur site Web 21 jours après leur transmission à la Commission, de même qu'une traduction française qui sera fournie aux conseils par le secrétaire de la Section canadienne de la Commission.

En ce qui a trait au CICLO, les secrétaires du Conseil feront parvenir aux membres une version préliminaire des comptes rendus dans les 15 jours ouvrables suivant la tenue des réunions, et les membres auront 10 jours ouvrables pour formuler des commentaires. Les secrétaires auront alors cinq jours pour préparer la version finale des comptes rendus.

La Commission demande si le site Web du Conseil est bilingue, du moins en partie, ce à quoi le Conseil répond par la négative.

5.2 Respect des ordonnances d'approbation relatives au lac Osoyoos en 2002—M. Robert Kimbrough

Le Conseil examine un graphique illustrant les niveaux du lac en 2001 et 2002 (jusqu'au 20 septembre 2002). Il constate qu'aucun des trois critères n'a été satisfait en 2002, de sorte que le niveau du lac a dû être maintenu le plus possible dans la gamme des niveaux normaux prescrits (de 909 à 911,5 pieds de novembre à mars et de 911 à 911,5 pieds d'avril à octobre). Le niveau du lac a été normal en 2002 sauf du 29 mai au 20 juin où il a dépassé la marque des 911,5 pieds en raison du refoulement d'eau dans la rivière Similkameen. Durant cette période, un niveau maximal d'environ 912,5 pieds a été enregistré les 1^{er} et 2 juin 2002. Un deuxième graphique du niveau du lac et de l'écoulement dans la rivière Similkameen montre l'effet des apports d'eau de la rivière sur le lac. On décide de distribuer ces graphiques à la réunion publique.

Les membres du Conseil international de contrôle du lac Osoyoos et leurs invités ont visité la station de jaugeage et le téléphérique de la rivière Similkameen, près de Nighthawk (Washington). Les données de jaugeage servent à évaluer les conditions hydrologiques en regard des critères de sécheresse énoncés dans l'ordonnance d'approbation de 1982.



5.3 Revue de l'ordre du jour de la réunion publique—M^{me} Cynthia Barton

L'ordre du jour de la réunion publique est approuvé tel quel. La façon de répondre aux questions du public lors de la réunion qui se tiendra en soirée fait l'objet de discussions. Il est proposé que si quelqu'un pose une question qui dépasse le cadre des ordonnances, on lui conseillera de rencontrer un membre compétent du Conseil après la réunion.

5.4 Présentations

Les membres du Conseil entendent trois exposés sur le rétablissement des salmonidés dans le bassin de l'Okanagan :

« Progrès accomplis dans l'adoption d'une gestion écosystémique et l'élaboration d'un programme de rétablissement des salmonidés dans le bassin de l'Okanagan », par Kim Hyatt, Pêches et Océans Canada, Station biologique du Pacifique, Nanaimo (C.-B.). Courriel : hyattk@dfo-mpo.gc.ca

« Une vision pour le rétablissement des pêches dans le bassin de l'Okanagan », par Deana Machin, Gestionnaire de programme, Commission des pêches de la nation Okanagan, et Joe Peone, Division de la pêche et de la faune, Tribus confédérées de la réserve de Colville. Courriel : deanamachin@syilx.org

« Les pêches communautaires », par Michelle Boshard, Coordinatrice des activités de gérance, Okanagan Similkameen Boundary Fisheries Partnership. Courriel : Stewardship@syilx.org

6. Levée de la réunion

PI5CES A et B

Compte rendu

Réunion annuelle du Conseil international de contrôle du lac Osoyoos The Old Depot, Oroville (Washington), le 24 septembre 2002

Pièce A

Critères relatifs à la sécheresse énoncés dans la condition n° 8 de l'ordonnance d'approbation de 1982

- Le débit de la rivière Similkameen au droit de Nighthawk (Washington), tel que calculé ou prévu par les autorités américaines, est inférieur à 1,0 million d'acres-pieds pendant la période allant du début avril à la fin juillet,
- le débit entrant net du lac Okanagan, tel que calculé ou prévu par les autorités canadiennes, est inférieur à 195 000 acres-pieds pendant la période allant du début avril à la fin juillet,
- le niveau du lac Okanagan n'atteint pas ou, selon les prévisions des autorités canadiennes, ne devrait pas atteindre, en juin ou juillet, un niveau de 1122,8 LGC.

Pièce B

Conditions de sécheresse établies dans l'ordonnance d'approbation relative au lac Osoyoos (depuis la mise en exploitation du nouveau barrage Zosel)

Ce tableau a été fourni par le COCLO dans une lettre à la CMI datée du 9 juillet 2002.

Les valeurs fournies sont des données réelles, non des prévisions.					
Les conditions correspondant à une sécheresse déclarée sont surlignées en jaune.					
Année	Condition			Sécheresse	
	a)	b)	c)	Déclarée?	Annulée?
1987	1 003 000	178 880	1123,11	Oui	Oui
1988	933 000	192 672	1122,32	Oui	
1989	1 061 000	296 693	1123,54		
1990	1 566 000	536 047	1124,90		
1991	2 300 000	479 129	1123,42		
1992	736 000	123 633	1121,87	Oui	
1993	939 000	458 268	1123,56	Oui	
1994	885 000	302 637	1123,39	Oui	
1995	1 305 000	368 386	1123,17		
1996	1 661 000	653 998	1124,07		
1997	1 947 000	863 080	1124,81		
1998	1 231 000	390 958	1123,47	Oui	Oui
1999	1 707 000	560 661	1123,39		
2000	1 070 000	431 239	1123,41		
2001	567 000	192 344	1122,72	Oui	